

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans le cadre de la visite de la délégation koweïtienne présidée par son Excellence, **SHEIKH NASSER MOHAMED AL-AHMAD AL-SABAH**, Premier Ministre du Koweït, le Ministre de l'Economie et des Finances et de la Planification, en Charge de la Privatisation, **S.E. ALI FARAH ASSOWEH**, a procédé avec son homologue Koweïtien, **S.E. MUSTAFA JASSEM AL-SHAMALI**, au paraphe d'un accord de coopération économique et technique.

Ce projet d'accord prône la consolidation et le développement de la coopération économique et technique entre la République de Djibouti et l'Etat de Koweït.

Cette coopération se manifesterà dans les domaines tels que le commerce, l'industrie, la finance, le tourisme, etc. et prend la forme de coopération entre entreprises ou organismes résidents dans les deux pays pour la réalisation des projets de coopération agréés communément et d'échange de visites de délégations et des représentants des milieux économiques et techniques.

Les deux pays veilleront ainsi à la promotion des investissements et du secteur privé pour le développement des échanges de biens et services et des capitaux.

En marge de cette visite, le Ministre de l'Economie et des Finances et de la Planification chargé de la Privatisation a tenu une réunion de travail avec son homologue koweïtien.

Au cours de cette réunion, le Ministre a tout d'abord exposé la situation économique et financière de Djibouti ainsi que les évolutions et performances réalisées au cours de ces dernières années. Il a également évoqué les contributions du Koweït au financement des projets du programme d'investissement public ainsi que la problématique de la dette.

A ce titre, il a fait état du processus d'allègement de la dette emprunté par la République de Djibouti afin d'accroître les marges de manœuvre budgétaire et d'assurer un développement économique et social tout en réduisant le fardeau de la dette.

Il a rappelé les discussions qui ont eu lieu dans le cadre du Club de Paris et les engagements qui ont découlé notamment par rapport aux bilatéraux non membres du Club de Paris.

A cet effet, il a souligné que conformément à la clause de comparabilité de traitement, la République de Djibouti était tenue de rechercher des allègements de dettes auprès des bilatéraux non membres du Club de Paris, dont notamment le Koweït.

En vertu de cela, Il a réitéré la demande d'allègement substantiel des dettes de la République de Djibouti auprès du Koweït.

Enfin, le Ministre de l'Economie, des Finances de la Planification Chargé de la Privatisation a invité le Koweït à investir pleinement à Djibouti et contribuer ainsi au financement des projets du programme de développement dans le secteur des infrastructures de base et plus particulièrement dans le domaine de l'énergie et des infrastructures routières.